

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jueuds à 3 heures du soir.

Matahiti 53.  
N° 51.

Te Dea a te Hau no te mau Haapao raa farani i Oteania

Mahana maha  
22-23 titema 1904.

**PRIX DE L'ABONNEMENT** (payable d'avance):  
Intérieur—Un an..... 18 fr. || Extérieur—Un an..... 20  
id. Six mois... 10 » || id. Six mois... 11 »  
id. Trois mois... 6 » || id. Trois mois... 6 50  
Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

**PRIX DES ANNONCES** (au comptant):  
Les 20 premières lignes..... 50 c. la ligne  
Au-dessus de 20 lignes..... 25 d.  
Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

#### SOMMAIRE

##### PARTIE OFFICIELLE

Avis. — Le Gouverneur ne recevra pas le 1<sup>er</sup> janvier 1905.  
Dépêche ministérielle. — Transmission d'un décret portant fixation de la quantité de vanilles originaires des Etablissements français de l'Océanie à admettre en France sous un régime de faveur pendant la campagne 1904-1905.

Dépêche ministérielle. — Communication aux prévenus des juridictions maritimes commerciales, avant la réunion du tribunal, du dossier de l'information ouverte contre eux.

Circulaire ministérielle. — Notification de modifications apportées à l'instruction du 28 décembre 1895 (Périodes à accomplir par les hommes des réserves rentrant des colonies ou de l'étranger ou rayés des contrôles de la non affectation et de la non disponibilité).

Arrêté rendant exécutoire le tarif des taxes à percevoir pendant l'année 1905 pour le compte du service Local.

Arrêté établissant l'impôt personnel et la prestation rurale et supprimant l'impôt dit des routes.

Arrêté portant un nouveau classement des patentes de commerce et création d'une patente de marchand de perles.

Arrêté établissant une taxe de trois francs par tonne sur l'eau distribuée aux aiguades des quais.

Arrêté réglant à nouveau le mode de perception de la taxe sur les chiens.

Arrêté portant réglementation des droits de mutations par décès.

Décision instituant une école publique laïque à Taiohae (Marquises).

Décision exigeant des employés du service des Travaux publics une autorisation du Gouverneur pour effectuer des levés de plans pour les particuliers.

Nominations, Mutations, Mouvements.

##### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis concernant les jeunes gens nés aux colonies de parents habitant ou ayant habité la France, l'Algérie ou la Réunion.

Avis. — Concours pour deux emplois de commis de 3<sup>e</sup> classe du Secrétariat Général.

Service des Contributions. — Avis au sujet des patentés et négociants.

id.

— Avis concernant les détenteurs de permis

id.

— Report d'arras.

id.

— Déclarations de chiens.

Inscription maritime. — Examen de maître au cabotage.

Enregistrement et domaines. — Location de terrains domaniaux.

Administration municipale. — Emprunt.

Caisse agricole — Achats de produits.

— Consignations de vanille.

#### PARTIE OFFICIELLE

### Gouvernement des Etablissements français DE L'Océanie

Le Gouverneur *p. i.* des Etablissements français de l'Océanie ne recevra pas le 1<sup>er</sup> janvier 1905.

#### DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE.

Paris, le 7 octobre 1904.

*Le Ministre des Colonies à Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.*

(Ministère des Colonies. — 2<sup>e</sup> Direction. — 1<sup>er</sup> Bureau.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, — J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, ampliation d'un décret en date du 2 septembre dernier, aux termes duquel la quantité de vanilles originaires des Etablissements français de l'Océanie admises en France pendant la campagne 1904-1905, dans les conditions établies par le décret du 30 juin 1892, est fixée à 15,000 kilos.

R. VASSELLE.

*RAPPORT au Président de la République française. — Présentation d'un décret portant fixation de la quantité de vanilles originaires des Etablissements français de l'Océanie à admettre en France sous un régime de faveur pendant la campagne 1904-1905.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, — Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction un projet de décret fixant à 15,000 kilos la quantité de vanilles originaires des Etablissements français de l'Océanie à admettre en France, sous un régime de faveur, du 1<sup>er</sup> juillet 1904 au 30 juin 1905.

Le crédit accordé à cette denrée, qui est de 10,000 kilos depuis 1899, est signalé depuis quelque temps déjà comme insuffisant par les producteurs de la colonie et les commerçants de la Métropole. Il résulte, en effet, des statistiques que la récolte s'est sensiblement accrue au cours des dernières années et que les importations ont dépassé, en 1902, le maximum prévu pour la campagne correspondante. Il paraît dès lors légitime de donner satisfaction aux desiderata des intéressés en portant à 15,000 kilos le chiffre du crédit dont il s'agit.

Cette fixation ne peut avoir qu'une heureuse influence sur le développement du commerce des Etablissements français de l'Océanie et occasionnera vraisemblablement une augmentation corrélative du chiffre des importations de la vanille en France.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des Colonies,  
GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des Finances,  
ROUVIER.

## DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des Ministres des Colonies et des Finances ;

Vu l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 30 juin 1892 portant détaxe de moitié des droits du tarif métropolitain pour certains produits originaires des colonies ;

### DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. La quantité de vanilles originaires des Etablissements français de l'Océanie qui pourront être admises en France du 1<sup>er</sup> juillet 1904 au 30 juin 1905, dans les conditions établies par le décret sus-visé du 30 juin 1892, est fixée à 15,000 kilogrammes.

Art. 2. Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude de Mazenc, le 2 septembre 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies, Le Ministre des Finances,  
GASTON DOUMERGUE. ROUVIER.

DÉPÊCHE ministérielle en date du 8 octobre 1904.

(Direction de la Comptabilité : Bureau de la solde, etc.)

Paris, le 8 octobre 1904.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, — J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint quelques exemplaires d'une circulaire de M. le Ministre de la Marine en date du 25 juin 1904 prescrivant la communication aux prévenus des juridictions maritimes commerciales, avant la réunion du Tribunal, du dossier de l'information ouverte contre eux.

Je vous serai obligé de vouloir bien assurer la distribution de ces documents aux autorités compétentes.

P. le Ministre et p. o.,  
L'Inspecteur des finances Conseiller  
D'Etat, Directeur.  
MAURICE BLOCK.

## MINISTÈRE DE LA MARINE.

Direction de la Marine marchande : Bureau de la Navigation commerciale.

Paris, le 25 juin 1904.

Communication aux prévenus des juridictions maritimes commerciales, avant la réunion du Tribunal, du dossier de l'information ouverte contre eux.

Aux termes de l'article 31 du décret-loi disciplinaire et pénal pour la marine marchande du 24 mars 1852, « le Président fait donner lecture par le rapporteur de la plainte et des différentes pièces de la procédure tant à charge qu'à décharge. L'accusé est ensuite introduit devant le tribunal, etc. »

L'application littérale de cette disposition conduit, ainsi qu'il m'en a été rendu compte, à cette conséquence que, si l'accusé n'est pas assisté d'un avocat — à qui on ne saurait refuser la communication préalable des pièces de la procédure —, il se présente à l'audience sans connaître exactement les charges relevées contre lui, sans avoir eus sous les yeux le relevé de son casier judi-

ciaire qui peut contenir des erreurs, en un mot, sans avoir eu la possibilité de préparer sa défense.

Bien que le décret-loi garde le silence sur ce point, il est inadmissible que les pièces de la procédure ne se soient point communiquées à l'inculpé qui n'a pas recouru à l'assistance d'un défenseur.

En ordonnant la lecture des pièces, à l'audience, avant que l'accusé soit introduit, le législateur de 1852 a sans doute considéré comme préalablement réglée la question de la communication du dossier au prévenu, en exécution des dispositions du décret-loi en date du 12 novembre 1806, relatif à l'organisation des tribunaux maritimes, qui ordonnait que le prévenu ait connaissance, *avant l'audience*, du procès-verbal d'information. Mais il est certain qu'en fait, les marins qui n'ont pas pris d'avocat ne reçoivent jamais communication intégrale du dossier de l'affaire qui les concerne.

Or, il importe que toutes facilités soient toujours accordées aux prévenus pour que leur défense ne soit pas purement illusoire et, au premier rang de ces facilités, figure naturellement la communication des pièces de l'instruction.

Je vous invite donc à veiller à ce qu'à l'avenir, les prévenus des juridictions maritimes commerciales reçoivent régulièrement, en temps utile, avant la réunion du tribunal, communication intégrale du dossier de l'information qui aura été ouverte contre eux, qu'ils doivent ou non être assistés d'un avocat ou défenseur.

CAMILLE PELLETAN.

## CIRCULAIRE ministérielle.

(Ministère des Colonies : Bureau militaire : 2<sup>e</sup> section.)

Paris, le 4 novembre 1904.

MESSIEURS LES GOUVERNEURS, — J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire d'une circulaire du Ministre de la Guerre, en date du 4 octobre 1904 portant notification de modifications apportées après entente avec mon Département, à l'instruction du 28 décembre 1895 (Périodes à accomplir par les hommes des réserves rentrant des colonies).

Je vous serai obligé de vouloir bien communiquer ce document aux différentes autorités de votre Gouvernement et prescrire les mesures nécessaires pour que les dispositions qu'il renferme soient portées, dans toute la mesure du possible, à la connaissance des hommes encore astreints aux obligations de la loi du recrutement.

Le Ministre des Colonies,  
GASTON DOUMERGUE.

Notification de modifications apportées à l'instruction du 28 décembre 1895. (Périodes à accomplir par les hommes des réserves rentrant des colonies ou de l'étranger ou rayés des contrôles de la non affectation et de la non disponibilité.)

(Ministère de la Guerre. — Direction de l'Infanterie : Bureau des Réserves de l'Armée territoriale. — n° 74.)

Paris, le 4 octobre 1904.

### 1<sup>er</sup> Article 96.

Remplacer le 18<sup>e</sup> alinéa de l'article 96, commençant ainsi :

« Les hommes en résidence dans les colonies françaises ou dans les pays de protectorat de l'extrême Orient sont, au point de vue de l'accomplissement des périodes, etc. », par le texte suivant :

« Les hommes en résidence dans les colonies françaises ou dans les pays de protectorat (excepté l'Algérie et la Tunisie qui font l'objet de dispositions spéciales), sont considérés, au point de

vue de l'accomplissement des périodes d'exercices, comme ajournés jusqu'à leur rentrée en France, en Algérie ou en Tunisie.

« Toutefois, à leur retour, ils ne pourront être astreints à accomplir, par voie de rappel, que les périodes imposées par la loi aux hommes de la catégorie de réserve à laquelle ils appartiennent.

« En conséquence, ceux qui sont passés dans l'armée territoriale ne seront pas tenus d'accomplir les périodes qu'ils n'ont pu faire dans la réserve de l'armée active et ils ne seront assujettis qu'à la période de deux semaines ; ceux appartenant à la réserve de l'armée territoriale suivront le sort de la classe de mobilisation dont ils font partie.

« Les hommes dont il s'agit pourront, comme les autres réservistes et territoriaux, obtenir, sur leur demande, des dispenses, des ajournements ou des devancements d'appel dans les conditions prévues au chapitre XIV de la présente instruction.

« Ceux qui reviendront en France, en Algérie ou en Tunisie avec l'intention de retourner aux colonies, en feront la déclaration à la gendarmerie de leur résidence dès leur arrivée. S'ils doivent accomplir une période d'exercices, l'ordre d'appel devra être établi de telle façon qu'ils ne puissent être astreints à répondre à la convocation avant un délai de six mois à compter de la date d'arrivée. Ceux d'entre eux qui seront repartis pour les colonies avant l'expiration de ce délai, seront, de ce fait, ajournés à nouveau jusqu'à leur rentrée dans la métropole. »

Article 174 (chapitre XIII refondu).

Supprimer le 4<sup>e</sup> alinéa en entier.

Article 217.

1<sup>o</sup> Placer à la suite du 1<sup>er</sup> alinéa un renvoi (2) ;

2<sup>o</sup> Mettre au bas de la page le renvoi suivant :

« (2) Ces dispositions sont applicables aux agents du gouvernement monégasque. Gendarmerie, garde et (police.) »

3<sup>o</sup> Remplacer par le texte suivant celui du 8<sup>e</sup> alinéa commençant ainsi : « Les hommes qui ont été ajournés comme fixés ou voyageant à l'étranger, sont tenus, etc. »

« Les hommes ayant résidé dans les pays limitrophes désignés au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article, qui rentrent en France en Algérie ou en Tunisie sans avoir répondu aux avis de convocation ou aux ordres d'appel qui leur ont été adressés, sont tenus, jusqu'à leur libération définitive, d'accomplir la ou les périodes pour lesquelles ils ont été ajournés sans pouvoir toutefois, à moins qu'ils n'y consentent ou ne le demandent, être conservés, au cours d'une même année, pendant plus de quatre semaines.

« Les hommes habitant, à l'étranger, les pays autres que ceux énumérés plus haut ne sont pas astreints, lors de leur rentrée, à accomplir, par voie de rappel, les périodes imposées à une catégorie de réserve à laquelle ils ont cessé d'appartenir. Ceux d'entre eux qui sont passés dans l'armée territoriale sont donc assujettis seulement à la période de treize jours et ceux qui font partie de la réserve de l'armée territoriale suivent le sort de leur classe de mobilisation. »

**ARRÊTÉ** rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir dans les Etablissements français de l'Océanie pendant l'année 1905.

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 6 du décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie ;

Le Conseil privé entendu,

**ARRÊTE :**

Art. 1<sup>er</sup>. Est rendu exécutoire le tarif ci-annexé des taxes locales à percevoir dans les Etablissements français de l'Océanie, pendant l'année 1905.

Art. 2. Le Trésorier-Payeur, le Chef du Service des Contributions, le Capitaine de Port, les Receveurs des Postes et de l'Enregistrement et Agents spéciaux des archipels sont chargés de la liquidation ou du recouvrement des produits résultant des taxes ci-dessous désignées, tant directes qu'indirectes, revenant à la colonie.

Art. 3. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles ci-dessous spécifiées, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception.

Art. 4. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

## TARIF DES TAXES

A PERCEVOIR PENDANT L'ANNÉE 1905

AU PROFIT DU SERVICE LOCAL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

### CONTRIBUTIONS SUR RÔLES.

*Impôt foncier sur les propriétés bâties* (arrêté du 23 décembre 1904).

Cet impôt est fixé annuellement à 3 p. 0/0 sur la valeur locative annuelle.

*Impôt personnel* (arrêté du 23 décembre 1904).

Pour chaque personne assujettie à cet impôt..... 24 »

*Frais d'avertissement.*

Par cote inscrite au rôle..... 0 10

*Contribution des patentes* (arrêtés des 16 février 1881, 25 juin 1889, 28 décembre 1892, 15 janvier et 15 décembre 1902, 26 novembre 1903, 27 avril et 23 décembre 1904, décrets des 1<sup>er</sup> juin 1895, 5 mai 1896 et 20 août 1901).

Les patentes sont divisées en patentes fixes et en patentes proportionnelles.

Le taux des patentes fixes est déterminé ainsi qu'il suit :

### PATENTES FIXES

#### 1<sup>o</sup> PATENTES DE COMMERCE.

1<sup>re</sup> classe. Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides..... 1.125 »

Le gros comporte au moins 1 bouteille pour les liquides d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme pour tous les liquides alcooliques de fabrication locale, le gros comporte au moins 12 bouteilles.

2<sup>e</sup> classe. Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides, exerçant dans les districts de Tahiti et Moorea, et ne vendant que des boissons d'alimentation, vin, cidre ou bière..... 675 »

Le gros comporte au moins 1 bouteille et les boissons ne pourront être consommées sur place.

Les mêmes, établis dans la colonie partout ailleurs qu'à Tahiti et Moorea et vendant, sauf les prohibitions spéciales prévues par les décrets et arrêtés en vigueur dans les Etablissements secondaires de la colonie, partout où il n'existe pas de débit de boissons, le rhum à la bouteille ainsi que les autres liquides alcooliques..... 675 »

Le gros comporte au moins 1 bouteille pour les liquides d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme pour tous les liquides alcooliques de fabrication locale, le gros comporte au moins 12 bouteilles.

3<sup>e</sup> classe. Commerçants en gros et en détail ne vendant pas de liquides, exerçant à Papeete seulement et dont le chiffre d'importation de marchandises dans l'année est supérieur à 12,000 francs..... 560 »

4<sup>e</sup> classe. Commerçants en gros et en détail ne vendant pas de liquides, exerçant à Papeete seulement et dont le chiffre d'importation annuelle de marchandises ne dépasse pas 12,000 francs..... 187 50

5<sup>e</sup> classe. Commerçants en gros et en détail ne vendant que des produits relatifs à leur industrie, sauf les liquides, et exerçant à Papeete seulement..... 150 »

6<sup>e</sup> classe. Commerçants en gros et en détail, ne vendant pas de liquides, établis partout ailleurs qu'à Papeete,..... 75 »

#### 2<sup>e</sup> PATENTES D'INDUSTRIES ET DE PROFESSIONS DIVERSES.

Armateurs, par tonneau de jauge, pour tout bâtiment jaugeant au moins 10 tonneaux..... 1 50

Colporteurs à Tahiti..... 150 »

Les mêmes à Moorea..... 75 »

— aux Iles-sous-le-Vent, y compris les embarcations armées dans l'archipel pour y faire le colportage..... 112 50

— dans les autres archipels..... 75 »

Usiniers, chefs de fabrique..... 37 50

Capitaines ou subrécargues de navires armés au petit cabotage ou au bornage faisant du commerce à bord dans les ports autres que celui de Papeete, mais ne vendant pas de liquides..... 187 50

Les mêmes, exerçant le commerce des liquides en gros dans les ports des dépendances, sauf les prohibitions spéciales prévues par les arrêtés en vigueur dans certaines localités.

Le gros comporte au moins 1 bouteille pour les liquides d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme pour ceux de fabrication locale, le gros comporte au moins 12 bouteilles.

Par tonneau de jauge..... 22 50

Minimum de la patente..... 187 50

Maximum —..... 675 »

Scaphandriers, par appareil employé à la pêche des nacres..... 2.250 »

Toutes personnes non assujetties à la patente de négociant de 1<sup>re</sup> classe et exerçant le commerce des perles..... 300 »

Toutes autres professions..... 25 »

Formule de patente..... 3 75

NOTA. — Il est formellement interdit aux navires armés au long cours et au grand cabotage de faire le commerce à leur bord.

Les patentes proportionnelles sont fixées de la manière suivante :

#### PATENTES PROPORTIONNELLES

Négociants de première ou deuxième classe..... 1/7<sup>e</sup> de la valeur locative.

Négociants de troisième, quatrième, cinquième et sixième classe..... 2/8<sup>e</sup> id.

Usiniers..... 1/25<sup>e</sup> id.

Toutes autres professions..... 1/20<sup>e</sup> id.

Impôt particulier pour les professions libérales (arrêtés des 25 janvier 1883 et 26 novembre 1903) :

Agents d'affaires..... 150 fr.

Avocats ou défenseurs..... 450

Commissaires-priseurs..... 150

Huissiers..... 150

Médecins..... 150

Notaires..... 450

#### Tarifs des droits à percevoir pour la vérification des poids et mesures et instruments de pesage.

(Arrêtés des 25 janvier 1883 et 15 mai 1889.)

##### MESURES DE LONGUEUR.

Double décimètre.....	0 60	Mètre pour tapissiers.....	0 25
Décimètre.....	0 60	Demi-mètre.....	0 20
Demi-décimètre.....	0 60	Demi-mètre pour tapissiers.....	0 25
Double-mètre.....	0 35	Double-décimètre.....	0 25
Double-mètre pour tapissiers.....	0 25	Décimètre.....	0 20
Mètre.....	0 20		

##### MESURES DE SOLIDITÉ.

Double-stère.....	2 00	Stère.....	2 00
-------------------	------	------------	------

##### MESURES DE CAPACITÉ POUR LES GRAINS ET LES MATIÈRES SÈCHES.

Hectolitre.....	2 00	Double-litre.....	0 15
Décalitre.....	1 35	Litre.....	0 15
Double-décalitre.....	0 30	Demi-litre.....	0 15
Décalitre.....	0 25	Double-décilitre, décilitre et demi-décilitre.....	0 15
Demi-décalitre.....	0 20		

##### MESURES DE CAPACITÉ POUR LES LIQUIDES.

Double-décalitre.....	1 20	Demi-litre.....	0 20
Décalitre et demi-décalitre.....	1 00	Double-décilitre.....	0 25
Double-litre.....	0 60	Décilitre, demi-décilitre, double-décilitre et centilitre.....	0 20
Litre.....	0 35		

##### POIDS EN FER.

Cinquante kilogrammes.....	2 25	Deux hectogrammes, un hectogramme, un demi-hectogramme et au-dessous.....	0 25
Vingt, dix et cinq kilogrammes.....	0 60		
Deux kilogrammes, un kilogramme et un demi-kilogramme.....	0 25		

##### POIDS EN CUIVRE.

Cinquante kilogrammes.....	2 00	Deux kilogrammes et au-dessous.....	0 40
Vingt, dix et cinq kilogrammes.....	0 90		

##### INSTRUMENTS DE PESAGE.

Pont-bascule pour les usines centrales.....	3 50	Balances à bras égaux et à bascules, de magasin.....	2 00
Balances à bras égaux, de comptoir.....	1 00	Balances à bras égaux, de précision.....	1 00

Sont réputées balances de magasin toutes celles dont les fléaux dépassent 65 centimètres de longueur, balances de comptoir celles de 65 à 20 centimètres, et balances de précision celles de 20 centimètres et au-dessous.

Indépendamment du droit fixé pour la vérification de chacune des balances ci-dessus dénommées, les assujettis seront tenus de payer, pour la totalité des poids dont se forme la plus haute portée de chaque balance-bascule ou de chaque romaine oscillante, et par chaque 20 kilogrammes, un autre droit de 60 centimes, sans que ce droit puisse être exigé pour plus de 1,000 kilogrammes.

Contribution des licences (arrêtés des 22 décembre 1894 21 décembre 1895, 26 novembre 1903 et décret du 21 janvier 1904).

La contribution des licences sera liquidée conformément au tableau ci-après :

#### Désignations des licences.

Cabaretiers, cafetiers, restaurateurs aubergistes et toutes autres personnes débitant des boissons alcooliques dans la ville de Papeete, telle qu'elle est délimitée par l'arrêté du 20 juin 1863..... 2.250 »

Débitant de bière ne vendant exclusivement que des bières de fabrication locale dans la ville de Papeete..... 375 »

Formule de licence..... 3 75

Taxe sur les chiens (décret du 16 juin 1892 et arrêté du 23 décembre 1904) :

10 fr. par tête.

Le montant de la taxe sur les chiens perçu sur le territoire de la commune de Papeete est acquis au budget municipal.

Prestation en nature (arrêtés des 16 février 1881, 20 novembre 1903 et 23 décembre 1904).

Le nombre de journées de prestation à fournir par les habitants des Etablissements français de l'Océanie, sauf ceux de la commune de Papeete, âgés de 18 à 60 ans est fixé à sept.

Le taux de la journée à verser en remplacement est fixé à 3 francs pour tous les Etablissements français de l'Océanie.

**DROITS PERÇUS SUR LIQUIDATION.**

*Droits de consommation sur les rhums de fabrication locale et d'importation consommés dans l'intérieur des Etablissements français de l'Océanie* (arrêtés des 13 février 1884 et 18 décembre 1886, décret du 26 juin 1891 et arrêtés des 11 mars 1893 et 26 novembre 1903).

Par litre de liquide ne dépassant pas 56° à l'alcoomètre et à la température de 15° centigrades..... 1 fr. 20

Au-dessus de 56° et jusqu'à 79° inclus, un droit supplémentaire de..... 0 fr. 048 par degré en sus et par litre de liquide.

A 80° et au-dessus, les boissons alcooliques seront classées dans la catégorie des alcools et soumises au droit de. 3 fr. par litre.

*Droits de douane* (décrets des 9 mai 1892, 10 mars 1897, 21 décembre 1898, 21 août et 9 octobre 1903, 2 mai 1904, tarif y annexé).

*Droits d'octroi de mer* (décrets des 11 mars 1897 et 2 mai 1904, tarif y annexé).

Après déduction des frais de liquidation et de perception prescrits par le décret du 11 mars 1897, le produit net de l'octroi de mer est réparti entre la commune de Papeete et les districts au prorata de leur population respective.

*Droits d'entrepôt* (décret du 10 janvier 1897 et arrêté du 26 novembre 1903).

**Entrepôt réel.**

0 fr. 15 c. par tonneau d'encombrement et par jour.  
3/4 p. 100 *ad valorem*.

**Entrepôt fictif.**

3/4 p. 100 *ad valorem*.

*Entrepôt à l'Arsenal de Farelte* (pour marchandises encombrantes) (arrêtés des 29 mai 1874 et 26 novembre 1903).

3/4 p. 0/0 *ad valorem*.

0 fr. 075 par tonneau d'encombrement et par jour pendant les 30 premiers jours.

0 fr. 0375 à partir du 31<sup>e</sup> jour et pendant toute la durée du dépôt.

**Dépôt des huiles de pétrole.**

Arrêtés des 31 mars 1883, 27 mai 1892, 23 octobre 1900, 3 août 1901 et 26 novembre 1903.

3/4 p. 0/0 *ad valorem*.

0 fr. 075 par litre de pétrole emmagasiné.

*Dépôt sous les hangars de débarquement* (décret du 23 novembre 1897 et arrêté du 26 novembre 1903).

0 fr. 15 par tonneau d'encombrement et par jour à partir du 9<sup>e</sup> jour du dépôt.

*Droits de transbordement* (arrêtés des 24 juin 1873 et 26 novembre 1903)

3/4 p. 0/0 *ad valorem*.

**Droits sanitaires** (arrêté du 22 décembre 1897):

Les droits sanitaires sont :

Droit de reconnaissance à l'arrivée ;

Droits de station, payables par les navires soumis à l'isolement ;

Droits de séjour dans les stations sanitaires et lazarets ;

Droit de désinfection.

(En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.)

Sont exemptés du droit de reconnaissance les navires faisant le cabotage entre les îles de la colonie et de tous les droits sanitaires déterminés ci-dessus :

1° Les bâtiments de guerre et les bateaux appartenant aux divers services de l'Etat ;

2° Les bâtiments en relâche forcée, pourvu qu'ils ne donnent lieu à aucune opération sanitaire et qu'ils ne se livrent dans le port à aucune opération de commerce ;

3° Les bâtiments allant faire des essais en mer ;

4° Les courriers à vapeur subventionnés.

**Cale de halage** (arrêtés des 25 février 1875, 23 décembre 1901 et 26 novembre 1903) :

	Jour du halage	Jours suivants
Bâtiments de 30 tonneaux et au-dessous	150 <sup>f</sup> »	75 <sup>f</sup> »
Navires au dessus de 30 tonneaux, par tonneau en plus.....	3 »	1 50

**Droit de quai à Fare-Uie** (arrêtés des 3 octobre 1871, 22 décembre 1897 et 26 novembre 1903) :

Pour les navires au-dessous de 100 tonneaux, 0 fr. 15 par jour et par tonneau ;

Pour les navires jaugeant 100 tonneaux et au-dessus, 15 fr. par jour ;

Pour chaque mètre carré de surface de quai occupé par des marchandises déposées depuis 8 jours, 0 fr. 15 par jour.

Exemption, pour les navires entrant en relâche forcée et ne se livrant dans le port à aucune opération de commerce.

**Droit de Phare**, pour le port de Papeete seulement (arrêtés des 23 août 1878 et 26 novembre 1903) :

0 fr. 375 par tonneau de jauge et par voyage ;

Avec faculté pour les navires français naviguant au petit cabotage de payer le droit ou de s'abonner en payant 1 fr. 50 par tonneau de jauge et par an.

Exemption pour les navires entrant en relâche forcée.

**Droit d'Amarrage à la bouée de Papeete** (Arrêtés des 16 février 1881 et 26 novembre 1903).

Pour les navires de 1 à 100 tonneaux.... 7 fr. 50 par jour.

» 101 à 300 » .... 11 25 »

» 301 à 500 » .... 15 » »

» 501 et au-dessus..... 22 50 »

**Eau distribuée aux aigüades des quais** (arrêté du 23 décembre 1904) :

Par tonne. .... 3<sup>f</sup> »

Sont exemptés de cette taxe :

1° Les navires de guerre français et étrangers ;

2° Les navires du Service Local ;

3° Les navires français venant de l'extérieur ;

4° Les navires subventionnés pour les Services postaux.

**Permis de port d'armes** (décrets des 26 janvier et 25 novembre 1884 et arrêté du 26 novembre 1903).

3 fr. par permis.

**Permis de chasse** (décret du 25 mars 1896 et arrêté du 26 novembre 1903).

30 fr. par permis.

**Droit de chargement sur les nacres de toutes provenances** (arrêtés des 24 janvier et 30 décembre 1874).

Ce droit est fixé à 40 fr. le tonneau.

**Droit de douane sur la nacre à la sortie de la colonie** (décret du 12 mars 1899).

Le tonneau ..... 450<sup>f</sup> »

**Droit de sortie sur le coprah** (arrêté du 26 novembre 1903).

Les 4,000 kilogr..... 40<sup>f</sup> »

**Régie de l'opium** (décrets des 11 avril 1896 et 1<sup>er</sup> septembre 1899).

**Pilotage.****MARQUISES.**

(Arrêté du 29 mai 1882.)

Navires de commerce français et étrangers : 2 fr. par décimètre du plus grand tirant d'eau.

Les navires de guerre paieront demi-droit.

Le pilotage n'est obligatoire dans aucun port des îles Marquises.  
Les droits de pilotage ne sont dus que lorsque le bâtiment aura été réellement piloté et sur sa demande.

**GAMBIER.**

(Arrêtés des 12 septembre 1881 et 30 décembre 1891.)

Navires de commerce français et étrangers :

1° Des récifs extérieurs aux rades intérieures.....	2 fr.	} par décimètre du plus grand tirant d'eau du navire.
2° Des hauts fonds qui joignent l'île Akamaru à la partie sud de Mangareva à la grande rade de Rikitea..	1 fr.	
3° De la grande rade de Rikitea au port intérieur de Rikitea.....	1 fr.	

Les navires de guerre paieront demi-droit.

Le capitaine qui emploiera pour le service de son navire l'embarcation du pilote paiera 10 fr. par jour pour l'embarcation et 2 fr. 50 pour chaque journée de canotier.

Le pilotage n'est pas obligatoire aux Gambier.

Les droits de pilotage ne sont dus que lorsque le bâtiment aura été réellement piloté et sur sa demande.

**TUBUAI.**

(Arrêtés des 18 mars 1882 et 30 décembre 1891.)

Navires de commerce français et étrangers : 2 fr. par décimètre du plus grand tirant d'eau.

Les navires de guerre paieront demi-droit.

Le capitaine qui emploiera pour le service de son navire l'embarcation du pilote paiera 10 fr. par jour pour l'embarcation et 2 fr. 50 pour chaque journée de canotier.

Le pilotage n'est pas obligatoire aux Tubuai.

Les droits de pilotage ne sont dus que lorsque le bâtiment aura été réellement piloté et sur sa demande.

**PRODUITS DIVERS**

**Droits d'enregistrement ; — Frais de justice devant la Haute-Cour tahitienne et les Conseils de district** (ordonnance du 5 octobre 1868 ; arrêtés et décisions des 25 juin 1866, 14 janvier 1869, 30 janvier et 15 novembre 1873, 25 janvier 1883, 22 octobre 1890, 27 décembre 1890, 19 décembre 1896, 22 décembre 1898, 10 octobre 1904 et 23 décembre 1904).

(En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.)

**Droits de greffe** (arrêtés des 23 mars 1869, 16 juin 1870, 21 mai 1874 et 25 janvier 1883) :

- 1° Tarifs de Paris pour les affaires de la compétence des tribunaux de paix et de simple police ;
- 2° Tarifs de Paris augmentés de moitié pour les affaires soumises aux autres juridictions.

(En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.)

- 1 fr. 00 par rôle sur les doubles-minutes des jugements et arrêts envoyées au dépôt des archives coloniales à Paris.

**Taxe des lettres** (arrêtés locaux des 20 janvier 1876, 22 août 1876 et 7 novembre 1899, décrets des 4 et 13 mai 1876, 24 octobre 1885 et 26 décembre 1898).

(Même observation que ci-dessus.)

**Frais de fourrière**, sauf à Rurutu et à Rimatara (arrêtés des 6 novembre 1850 et 13 mars 1877).

10 fr. par animal mis en fourrière.

à Rurutu et à Rimatara : 2 fr. par journée de fourrière.

**Produit de la vente des animaux tués sur les propriétés particulières et sur la voie publique** (arrêté du 13 mars 1877).

**Droits hypothécaires** (arrêtés des 15 novembre 1873 et 25 janvier 1883) :

0 fr. 75 p. 100 sur la valeur des mutations, pour chaque acte susceptible d'être transcrit en forme authentique ou sous seing privé.

1 fr. de droit fixe :

- 1° Pour chaque inscription, excepté celle d'office, laquelle ne donnera lieu à aucune perception au profit du trésor ;

2° Pour chaque renouvellement d'inscription, même de celle d'office, faite dans le but d'éviter la péremption ou de rectifier des erreurs émanant des parties.

1 fr. de droit fixe pour toutes autres formalités hypothécaires.

1 fr. de droit fixe de transcription perçu en sus du droit de mutation.

(Droits prévus par l'art. 44 de l'ordonnance du 22 novembre 1829.)

**Délivrance de copies de plans parcellaires** (arrêtés des 5 novembre 1862, 19 décembre 1896 et 9 septembre 1902) :

- 3 fr. par plan, lorsque la parcelle aura une contenance moindre de 2 hectares ;
- 5 fr. id. lorsqu'elle aura de deux à cinq hectares ;
- 10 fr. id. lorsqu'elle contiendra de cinq à dix hectares ;
- 20 fr. id. lorsque sa contenance sera supérieure à dix hectares.

**Délivrance des titres de propriété.****MARQUISES**

(Arrêtés du 9 septembre 1902.)

Par titre délivré..... 10 »  
(non compris les droits d'enregistrement et de transcription).

Le plan joint au titre délivré à l'intéressé donne lieu à la perception des mêmes droits que pour les copies.

**ILES-SOUS-LE-VENT**

(Arrêtés des 22 décembre 1898 et 10 octobre 1901.)

Pour chaque titre..... 5 »

**Concessions d'eau.****MARQUISES.**

(Arrêté du 10 mars 1902.)

Par robinet de jauge et par an..... 60 »

**Droit sur les marchandises transportées par le Decauville.**

(Décret du 30 mai 1892.)

Par tonneau ou fraction de tonneau..... 0 fr. 15

Approuvé en Conseil privé le présent tarif des Taxes arrêté en Conseil d'Administration dans la séance de ce jour.

Papeete, le 23 décembre 1904.

Le Gouverneur p. i.,

HENRI COR.

**ARRÊTÉ établissant l'impôt personnel et la prestation rurale et supprimant l'impôt dit des routes.**

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 7 juillet 1899 créant un impôt dit des routes ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu les dépêches ministérielles des 3 septembre 1904, n° 49, et



7 octobre 1904, n° 55, portant approbation du présent arrêté et prescrivant de fixer à 24 fr. le taux de l'impôt personnel;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance de ce jour;

Vu l'avis conforme du Chef du service Judiciaire;

Le Conseil privé entendu,

#### ARRÊTE :

Art. 1<sup>er</sup>. Les habitants mâles âgés de dix-huit à soixante ans, présents dans les Etablissements français de l'Océanie au 1<sup>er</sup> janvier, sont assujettis à une contribution personnelle.

Le taux de cette contribution est fixé à *vingt-quatre francs* pour chaque personne soumise à cet impôt. Il sera dû pour l'année entière.

Art. 2. Les mêmes habitants, sauf ceux de la commune de Papeete, sont tenus également de fournir annuellement *sept journées de prestation* pour travaux publics.

Ces prestations seront assurées, soit par les habitants eux-mêmes, soit en se faisant remplacer par leurs engagés ou par des travailleurs à leur solde.

Ils pourront se libérer en fournissant au service des Travaux publics des voitures ou des embarcations pour le transport des matériaux destinés aux travaux publics.

Une voiture à un collier représentera trois journées de travail; chaque collier en plus équivaudra à deux journées.

Le nombre de journées de travail que représenteront les embarcations sera déterminé, d'après leur tonnage, par le service des Travaux publics.

Toutefois, ces moyens de transport ne seront admis en remplacement des journées de travail que si l'Administration le juge nécessaire.

Les habitants seront admis à s'exonérer des prestations en nature par le versement à la caisse du service Local, d'une somme déterminée, en remplacement de la journée de travail dont le taux est fixé à *trois francs* pour tous les Etablissements Français de l'Océanie.

Art. 3. Tous occupants des terrains en bordure sur la route de ceinture, qu'ils en soient ou non propriétaires, pourront opérer le débroussaillage des arbustes et hautes herbes qui croîtraient sur la partie de cette route et des fossés faisant face auxdits terrains. En compensation, lesdits occupants pourront s'approprier toutes les herbes qu'ils auront coupées.

Art. 4. Sont applicables à la contribution personnelle et à la prestation rurale, les règles sur l'assiette, la liquidation et la perception établies dans la colonie, en matière de contributions directes et notamment celles édictées par l'arrêté local du 16 février 1881.

Art. 5. L'impôt dit des routes est supprimé.

Art. 6. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 7. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ portant un nouveau classement des patentes de commerce et création d'une patente de marchand de perles.

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu le décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur la contribution des patentes;

Vu le décret du 5 mai 1896 approuvant une délibération du Conseil général des Etablissements français de l'Océanie sur les patentes fixes de commerce;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 modifiant le taux de diverses taxes à percevoir dans la colonie;

Vu l'arrêté du 27 avril 1904 modifiant le libellé de la 2<sup>e</sup> classe des patentes fixes de commerce;

Vu le vœu exprimé par la Commission chargée de la révision du régime fiscal de la Colonie;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 23 décembre 1904;

Vu la dépêche ministérielle du 3 septembre 1904, n° 49, portant approbation du présent arrêté;

Le Conseil privé entendu,

#### ARRÊTE :

Art. 1<sup>er</sup>. Les patentes fixes et proportionnelles de commerce dans les Etablissements français de l'Océanie et les droits y afférents sont classées et fixées ainsi qu'il suit :

#### PATENTES FIXES.

1<sup>re</sup> classe. — Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides. .... 1.125 »

Le gros comporte au moins 1 bouteille pour les liquides d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme pour tous les liquides alcooliques de fabrication locale, le gros comporte au moins 12 bouteilles.

2<sup>e</sup> classe. — Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides, exerçant dans les districts de Tahiti et Moorea, et ne vendant que des boissons d'alimentation, vin, cidre ou bière.... 675 »

Le gros comporte au moins 1 bouteille et les boissons ne pourront être consommées sur place.

Les mêmes, établis dans la colonie partout ailleurs qu'à Tahiti et Moorea, et vendant, sauf les prohibitions spéciales prévues par les décrets et arrêtés en vigueur dans les Etablissements secondaires de la colonie, partout où il n'existe pas de débit de boissons, le rhum à la bouteille ainsi que les autres liquides alcooliques. .... 675

Le gros comporte au moins 1 bouteille pour les liquides d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme pour tous les liquides alcooliques de fabrication locale, le gros comporte au moins 12 bouteilles.

3<sup>e</sup> classe. — Commerçants en gros et en détail ne vendant pas de liquides, exerçant à Papeete seulement et dont le chiffre d'importation de marchandises, dans l'année, est supérieur à 12,000 francs. .... 560 »

4<sup>e</sup> classe. — Commerçants en gros et en détail ne vendant pas de liquides, exerçant à Papeete seulement et dont le chiffre d'importation annuelle de marchandises ne dépasse pas 12,000 francs. .... 187 50

5<sup>e</sup> classe. — Commerçants en gros et en détail ne vendant que des produits relatifs à leur industrie, sauf les liquides, et exerçant à Papeete seulement. .... 150 »

6<sup>e</sup> classe. — Commerçants en gros et en détail ne vendant pas de liquides, établis partout ailleurs qu'à Papeete. .... 75 »

#### PATENTES PROPORTIONNELLES.

Négociants de 1<sup>re</sup> ou de seconde classe.. 1/7<sup>e</sup> de la valeur locative.  
— de 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe. .... 1/8<sup>e</sup> —

Art. 2. Il est créé une patente de marchand de perles, dont le taux est fixé à 300 francs.

Sont soumises à cette patente, toutes personnes non assujetties à la patente de négociant de 1<sup>re</sup> classe et exerçant le commerce des perles.

Art. 3. Sont applicables à la patente ci-dessus désignée, les règles sur l'assiette, la liquidation et la perception établies dans la colonie en matière de contributions directes et notamment celles édictées par l'arrêté local du 16 février 1881.

Art. 4. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

**ARRÊTÉ établissant une taxe de trois francs par tonne sur l'eau distribuée aux aiguades des quais.**

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil Général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la transaction en date du 11 juin 1904 intervenue entre le Service Local de la colonie et la Commune de Papeete ;

Vu la dépêche ministérielle du 27 octobre 1904, n° 59, portant approbation du présent arrêté ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 1904 ;

Le Conseil privé entendu,

**ARRÊTE :**

Art. 1<sup>er</sup>. Une taxe de *trois francs* par tonne est établie sur l'eau distribuée aux aiguades des quais.

Art. 2. Ce droit sera perçu, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1905, au profit du Service Local. Le montant en sera versé au Trésor sur un état décompté et délivré par le Capitaine de Port et visé par le Chef du Service des Contributions.

Art. 3. Sont exemptés de la taxe ci-dessus mentionnée :

- 1° Les navires de guerre français et étrangers ;
- 2° Les navires du Service local ;
- 3° Les navires français venant de l'extérieur ;
- 4° Les navires subventionnés pour les services postaux.

Art. 4. Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont et demeurent rapportées.

Art. 5. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

**ARRÊTÉ réglant à nouveau le mode de perception de la taxe sur les chiens.**

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 6 du décret du 19 mai 1903 portant suppression du

Conseil Général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 16 juin 1892 sur la taxe des chiens ;

Vu l'arrêté du 9 février 1893, réglant le mode de perception de la taxe sur les chiens dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le vœu exprimé par la Commission chargée de la revision du régime fiscal de la colonie ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 23 décembre 1904 ;

Vu la dépêche ministérielle du 3 septembre 1904, n° 49, portant approbation du présent arrêté ;

Vu l'avis conforme du Trésorier-Payeur ;

Le Conseil privé entendu,

**ARRÊTE :**

Art. 1<sup>er</sup>. Du 1<sup>er</sup> au 30 janvier de chaque année, les possesseurs de chiens devront faire à la Mairie dans les Communes et au fonctionnaire désigné à cet effet dans les districts, une déclaration indiquant le nombre de leurs chiens. Cette déclaration sera faite dans les districts sous la surveillance du Conseil.

Art. 2. Le montant de la taxe due sera acquitté immédiatement entre les mains des fonctionnaires chargés de recevoir la déclaration prescrite par l'article précédent.

Art. 3. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent rapportées.

Art. 4. Le Trésorier-payeur est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Trésorier-Payeur,

V. CORDON.

**ARRÊTÉ portant réglementation des droits de mutation par décès.**

(Du 23 décembre 1903.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 19 mai 1903 ;

Vu la dépêche ministérielle du 26 septembre 1904, n° 51, 2<sup>e</sup> Direction, 1<sup>er</sup> Bureau ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date du 1<sup>er</sup> juillet 1904 ;

Le Conseil privé entendu,

**ARRÊTE :**

Art. 1<sup>er</sup>. Les droits de mutation par décès de biens mobiliers et immobiliers sont fixés d'après le tarif suivant :

- 1 p. 0/0 en ligne directe ;
- 3 p. 0/0 entre époux ;
- 6,50 p. 0/0 entre frères et sœurs, oncles ou tantes et neveux et nièces ;
- 7 p. 0/0 entre grands oncles ou grand'tantes, petits neveux ou petites-nièces, et entre cousins germains ;
- 8 p. 0/0 entre parents aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> degrés ;
- 9 p. 0/0 entre parents au delà du 6<sup>e</sup> degré et entre personnes non parentes.

Art. 2. Pour la liquidation et le paiement de ces droits, seront déduites les dettes à la charge du défunt dont l'existence au jour



de l'ouverture de la succession sera dûment justifiée par des titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt.

S'il s'agit des dettes commerciales, l'Administration pourra exiger, sous peine de rejet, la production des livres de commerce du défunt.

Ces livres seront déposés pendant cinq jours au bureau qui reçoit la déclaration, et ils seront, s'il y a lieu, communiqués une fois, sans déplacement, aux agents du service du contrôle pendant les deux années qui suivront la déclaration, sous peine d'une amende égale aux droits qui n'auront pas été perçus par suite de la déduction du passif.

L'Administration aura le droit de puiser dans les titres ou livres produits, les renseignements permettant de contrôler la sincérité de la déclaration de l'actif dépendant de la succession et en cas d'instance la production de ces titres ou livres ne pourra être refusée.

S'il s'agit d'une dette grevant une succession dévolue à une personne pour la nue propriété et à une autre pour l'usufruit, le droit de mutation sera perçu sur l'actif de la succession diminué du montant de la dette, dans les conditions déterminées par l'arrêté local du 15 novembre 1873, articles 16 § 11 et 17 §§ 8 et 9.

Art. 3. Les dettes dont la déduction sera demandée seront détaillées, article par article, dans un inventaire qui sera déposé au bureau lors de la déclaration de la succession et certifié par le déposant.

A l'appui de leur demande en déduction, les héritiers ou leurs représentants devront indiquer soit la date de l'acte, le nom et la résidence de l'officier public qui l'a reçu, soit la date du jugement et la juridiction dont il émane, soit la date du jugement déclaratif de la faillite ou de la liquidation judiciaire, ainsi que la date du procès-verbal des opérations de vérification et d'affirmation de créances ou du règlement définitif de la distribution par contribution.

Ils devront représenter les autres titres ou en produire une copie collationnée.

Le créancier ne pourra, sous peine de dommages-intérêts, se refuser à communiquer le titre sous récépissé ou à en laisser prendre sans déplacement une copie collationnée par un notaire ou le greffier de la Justice de Paix. Cette copie portera mention de sa destination; elle sera dispensée de l'enregistrement tant qu'il n'en sera pas fait usage soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée. Elle ne rendra pas elle-même obligatoire l'enregistrement du titre.

Art. 4. Toute dette au sujet de laquelle l'Administration aura jugé les justifications insuffisantes, ne sera pas retranchée de l'actif de la succession pour la perception des droits, sauf aux parties à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu, dans les deux années à compter du jour de la déclaration.

Les héritiers ou légataires seront admis, dans le délai de deux ans à compter du jour de la déclaration, à réclamer sous les justifications prescrites à l'article 3, la déduction des dettes établies par les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire, ou par le règlement définitif de la distribution par contribution postérieure à la déclaration et à obtenir le remboursement des droits qu'ils auraient payés en trop.

Art. 5. L'Administration aura dans tous les cas la faculté d'exiger de l'héritier la production de l'attestation du créancier certifiant l'existence de la dette à l'époque de l'ouverture de la succession; cette attestation ne pourra être refusée sous peine de dommages-intérêts toutes les fois qu'elle sera légitimement réclamée.

Le créancier qui attestera l'existence d'une dette déclarera par

une mention expresse, connaître les dispositions de l'article 8 ci-après relatives aux peines en cas de fausse attestation.

Art. 6. Toutefois ne seront pas déduites :

1° Les dettes échues depuis plus de trois mois avant l'ouverture de la succession, à moins qu'il ne soit produit une attestation du créancier en certifiant l'existence à cette époque, dans les formes et suivant les règles déterminées ci-dessus;

2° Les dettes consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou de personnes interposées. Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans les articles 911 dernier alinéa et 1100 du Code civil.

Néanmoins, lorsque la dette aura été consentie par un acte authentique ou en acte sous seing privé ayant date certaine avant l'ouverture de la succession autrement que par le décès de l'une des parties contractantes, les héritiers, donataires et légataires et les personnes réputées interposées auront le droit de prouver la sincérité de cette dette et son existence au jour de l'ouverture de la succession;

3° Les dettes reconnues par testament;

4° Les dettes hypothécaires garanties par une inscription périmée depuis plus de trois mois, à moins qu'il ne s'agisse d'une dette non échue et que l'existence n'en soit attestée dans les formes prévues à l'article 5. Si l'inscription n'est pas périmée, mais si le chiffre en a été réduit, l'excédent sera seul déduit s'il y a lieu.

5° Les dettes résultant de titres passés ou de jugements rendus à l'étranger, à moins qu'ils n'aient été rendus exécutoires en France; celles qui sont hypothéquées exclusivement sur des immeubles situés à l'étranger; celles enfin qui grevent des successions d'étrangers, à moins qu'elles n'aient été contractées en France ou dans une autre colonie française et envers des Français ou envers des Sociétés et des Compagnies étrangères ayant une succursale en pays français;

6° Les dettes en capital et intérêts pour lesquelles le délai de prescription est accompli, à moins qu'il ne soit justifié que la prescription a été interrompue.

Art. 7. L'inexactitude des déclarations ou attestations de dettes pourra être établie par tous les moyens de preuve admis par le droit commun, excepté le serment.

Il n'est pas dérogé en cette matière aux dispositions des articles 88 et 89 de l'arrêté du 15 novembre 1873 relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie, sauf dans les instances ne comportant pas la procédure spéciale établie par ces articles.

Art. 8. Toute déclaration ayant induit la déduction d'une dette, sera punie d'une amende égale au triple du supplément de droit exigible, sans que cette amende puisse être inférieure à 500 francs.

Le prétendu créancier qui en aura faussement attesté l'existence sera tenu solidairement avec le déclarant au paiement de l'amende et en supportera définitivement le tiers.

Art. 9. L'action en recouvrement des droits et amendes exigibles par suite de l'inexactitude d'une attestation ou déclaration de dette se prescrit par cinq ans à partir de la déclaration de la succession.

Art. 10. La valeur de la propriété des biens meubles est déterminée pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès :

1° Par l'estimation contenue dans les inventaires ou autres actes passés dans les deux années du décès;

2° Par le prix exprimé dans les actes de vente, lorsque cette vente a lieu publiquement et dans les deux années qui suivent le décès. Cette disposition s'applique aux objets inventoriés et estimés

conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> et dont l'évaluation serait inférieure au prix de vente ;

3<sup>o</sup> A défaut d'inventaire, d'actes ou de vente, en prenant pour base 33 0/0 de l'évaluation faite dans les polices d'assurances en cours au jour du décès et souscrites par le défunt ou ses auteurs moins de cinq ans avant l'ouverture de la succession, sauf preuve contraire. Cette disposition ne s'applique pas aux polices d'assurances concernant les récoltes, les bestiaux et les marchandises ;

4<sup>o</sup> Enfin, à défaut de toutes les bases d'évaluation établies aux trois paragraphes précédents, par la déclaration estimative des parties.

L'insuffisance dans l'estimation des biens déclarés sera punie d'un droit en sus, si elle résulte d'un acte antérieur à la déclaration. Si, au contraire, l'acte est postérieur à cette déclaration, il ne sera perçu qu'un droit simple sur la différence existant entre l'estimation des parties et l'évaluation contenue aux actes.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables ni aux créances ni aux rentes, actions, obligations, effets publics et autres biens meubles dont la valeur et le mode d'évaluation sont déterminés par les dispositions de l'arrêté local du 15 novembre 1873.

L'insuffisance d'évaluation d'un fonds de commerce ou d'une clientèle peut également être constatée par expertise dans les trois mois de l'enregistrement de l'acte de cession ou de la déclaration de mutation par décès. Il sera perçu un droit en sus sur le montant de l'insuffisance, outre les frais d'expertise, s'il y a lieu, et si l'insuffisance excède un huitième.

Art. 11. Les droits de mutation à titre gratuit entre vifs et par décès seront liquidés sur la valeur vénale en ce qui concerne les immeubles dont la destination actuelle n'est pas de procurer un revenu. Les insuffisances d'évaluation en valeur vénale seront constatées par voie d'expertise, s'il y a lieu, et réprimées suivant les règles actuellement en vigueur.

Art. 12. Il n'est rien innové quant au calcul de la valeur de l'usufruit et de la nue propriété, aux dispositions actuellement en vigueur dans la colonie et qui sont celles déterminées par l'arrêté local du 15 novembre 1873, articles 16, § 11, et 17, §§ 8 et 9, en tant qu'elles n'ont rien de contraire aux dispositions de l'article 11 ci-dessus.

Art. 13. Le présent arrêté, qui n'aura d'effet que pour les décès survenus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1905, sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

#### DÉCISION instituant une école publique laïque à Taio-hae (Marquises).

(Du 19 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 1896 sur l'organisation de l'instruction publique ;

Vu la décision du 27 juillet 1904 instituant une école publique laïque à Atuana (îles Marquises) et la décision du 21 septembre 1904 concernant l'obligation scolaire et les écoles privées d'Atuana ;

Sur le rapport de l'Inspecteur primaire,

#### DÉCIDE :

Art. 1<sup>er</sup>. Une école publique laïque est instituée à Taio-hae (Marquises).

Art. 2. Sont rendues applicables au groupe Nord-Ouest des îles

Marquises les dispositions des décisions susvisées des 27 juillet et 21 septembre 1904.

Art. 3. La présente décision sera publiée au *Journal officiel*, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 décembre 1904.

HENRI COR.

DÉCISION exigeant des employés du service des Travaux publics une autorisation du Gouverneur pour effectuer des levés de plans pour les particuliers.

(Du 19 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le rapport du Chef du service des Travaux publics en date du 7 décembre courant,

#### DÉCIDE :

Art. 1<sup>er</sup>. Les employés du service des Travaux publics ne pourront se charger de levés de plans ou autres travaux sur le terrain pour le compte des particuliers, qu'après en avoir obtenu l'autorisation exceptionnelle du Gouverneur.

Art. 2. La présente décision sera communiquée, enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 décembre 1904.

HENRI COR.

#### MUTATIONS NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Par décision du Gouverneur en date du 16 décembre 1904, la décision du 29 juillet dernier nommant provisoirement M. Chollier (Auguste) agent de police de 1<sup>re</sup> classe à Papeete a été confirmée.

Par décision du Gouverneur en date du 16 décembre 1904, la décision du 21 août dernier nommant provisoirement M. Corcoral brigadier de police de 2<sup>e</sup> classe à Papeete a été confirmée.

Par décision du Gouverneur en date du 19 décembre 1904, M. Pia (Edmond), instituteur public, a été appelé à continuer ses services à Taio-hae (Marquises).

M. Pia, directeur de l'école publique de Taio-hae, remplira, en outre, les fonctions de sous-inspecteur primaire dans le groupe Nord-Ouest de l'archipel des Marquises.

#### PARTIE NON OFFICIELLE

#### COMMUNICATIONS DIVERSES

#### AVIS

concernant les jeunes gens nés aux Colonies de parents habitant ou ayant habité la France, l'Algérie ou la Réunion.

Aux termes des circulaires du Ministre des Colonies du 28 août 1903 et du Ministre de la Guerre du 10 août 1904, les jeunes français nés dans une colonie ou pays de protectorat, mais dont le père, la mère ou le tuteur est ou a été domicilié en France, en Algérie ou à la Réunion, doivent se faire inscrire sur les tableaux

de recensement de la Commune dans laquelle leur représentant légal a ou a eu son dernier domicile légal.

En conséquence, les jeunes gens de la prochaine classe, nés dans la colonie, c'est-à-dire nés en 1884, mais dont les parents ou le tuteur habitent ou ont habité la France, l'Algérie ou la Réunion sont invités à fournir le plus tôt possible à la brigade de gendarmerie, la plus voisine, verbalement ou par écrit les renseignements suivants qui permettront leur inscription sur les tableaux de recensement.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES JEUNES GENS			
Nom et prénoms	Lieu de naissance	Date de la naissance	Résidence actuelle

  

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARENTS OU TUTEURS			
Nom et prénoms	Domicile actuel ou ancien domicile en France, Algérie ou Réunion		
	Commune	Canton	Département

A le 190

L'intéressé,

Ces renseignements doivent être rigoureusement exacts.

Il y a grand intérêt, pour les jeunes gens en question, à faire au plus tôt la déclaration indiquée ci-dessus — déclaration à laquelle ils sont astreints par l'article 10 de la Loi de recrutement — afin qu'ils puissent être appelés et incorporés en novembre 1905. Dans le cas où ils négligeraient de le faire, l'autorité militaire demanderait à la gendarmerie de signaler les retardataires qui s'exposeraient ainsi à être appelés et incorporés à une époque indéterminée ce qui pourrait causer un grave préjudice à leurs intérêts. Ils ne doivent pas oublier, en effet, qu'ils sont soumis aux obligations militaires jusqu'à l'âge de 45 ans.

Tous ces jeunes gens pourront, sur leur demande, être incorporés dans l'un des corps de troupes de la colonie et être autorisés.

par le Gouverneur, à n'accomplir que dix mois de service, par application de l'article 81 de la Loi du recrutement.

Les jeunes métis reconnus par un père français, né en France, en Algérie ou à la Réunion, sont considérés comme nés aux colonies de parents français. Ils doivent par conséquent se soumettre aux mêmes formalités.

NOTA. — Les jeunes gens nés dans la colonie, de parents nés eux-mêmes dans la colonie, échappent complètement aux obligations militaires.

Nouméa, le 19 octobre 1904.

*Le Lieutenant-Colonel, Commandant supérieur des Troupes du Groupe du Pacifique,*  
BONNARDOT.

Approuvé :  
*Le Gouverneur,*  
PICANON.

## AVIS

En vertu des dispositions de la décision de M. le Gouverneur en date du 20 octobre 1904, un concours pour deux emplois de commis de 3<sup>e</sup> classe du Secrétariat Général (solde d'Europe : 1,250 fr., supplément colonial : 1,750 fr.) aura lieu le 19 janvier prochain, à 8 heures 1/2 du matin, dans la salle du rez-de-chaussée du Palais du Roi.

Toutefois, les candidats admissibles ne seront commissionnés qu'après approbation du Département.

Le programme de ce concours et les conditions à remplir pour y prendre part sont indiquées à l'arrêté du 7 décembre 1901.

Les candidats pourront en prendre connaissance dans les bureaux du Secrétariat Général.

La liste des candidats sera close le jeudi 12 janvier à 4 heures du soir.

## SERVICE DES CONTRIBUTIONS

## AVIS

L'Administration rappelle aux personnes habitant les districts et y possédant des chiens, qu'elles doivent en faire la déclaration au président du Conseil de district avant le 15 janvier prochain, si elles veulent éviter les pénalités suivantes :

Sont passibles d'un accroissement de taxe (décret du 16 juin 1892) :

1<sup>o</sup> Celui qui, possédant un ou plusieurs chiens, n'en a pas fait la déclaration en temps utile ;

2<sup>o</sup> Celui qui a fait une déclaration inexacte.

Dans le premier cas, la taxe sera triplée, et dans le second, elle sera doublée pour les chiens non déclarés.

## • PARAU FAAITE

Te faaite faahou nei te Hau i te mau taata e parahi i te mau mataeinaa e e uri ta ratou i reira e faaite i ta ratou uri i te perctiteni no te Apooraa mataeinaa hou te 15 no tenuare i mua nei, e aa'u hia a'e i nia ia ratou i toie mau utua i muri nei :

E faarahi hia te titau raa (faaite raa mana no te 16 no tiunu 1892) :

1<sup>o</sup> I nia i te taata e uri ta'na hoe, e aore ra e ravo hia, e e roa f faaite i te reira i te tau mau i faataa hia ;

2° Te taata i faaite i te parau haavare.

I te huru matamua ra e ta tai toru hia ia te moni titau raa, e i te piti o te huru ra e ta tai piti hia ia te moni titau raa no te moni uri i ore i faaite hia.

## AVIS

L'Administration rappelle aux détenteurs de permis de port d'armes que l'autorisation qui leur est donnée n'est valable que jusqu'au 31 décembre de chaque année.

Ils devront donc pour renouveler, s'il y a lieu, leur permis, adresser une demande au Gouverneur.

Cette demande devra, pour les districts de Tahiti et Moorea, mentionner l'avis du gendarme chef de poste ou du Président du Conseil de district.

## PARAU FAAITE

Te faaite faahou nei te Hau i te taata 'toa e mau nei i te parau faatia no te pupuhi e ei te 31 no titema, i te mau matahiti aloa, e ore ai te mana o taua mau parau faatia raa ra.

E no reira, no te faaapi raa i taua mau parau ra, mai te mea e te au ra, e papai ia ratou i te hoe ani raa i te Tavana rahi. E ia papai hia hoi i nia i taua ani raa ra, no to te mau matacinaa i Tahiti e Moorea, te huru o te manao o te mutoi farani, raatira uhaa, e aore ra e te peretiteni no te Apooraa matacinaa hoi.

## AVIS

MM. les négociants et patentés de toutes les catégories qui auraient l'intention de cesser leur commerce ou leur industrie, sont invités à en faire la déclaration au bureau des Contributions, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1905.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des Contributions de l'année prochaine.

## PARAU FAAITE

Te parau hia'tu nei te feia hoo tao'a e te mau taata'toa e patana ta ratou, mai te haapao ore i te huru o tei opua e e faaea i ta ratou hoo raa ia faaite ia ratou i ta ratou parau no te reira i te pihia toroa, o te paeau titau raa moni, hou te 1 no tenuare 1905.

E ia ore ia ratou ia haapao mai i teie nei faaite raa e vai à ia to ratou mau ioa i nia i te puta aufau raa no teie matahiti i mua nei.

## AVIS

L'Administration croit devoir porter à la connaissance des propriétaires agricoles et colons que, d'après les renseignements qui lui ont été fournis obligeamment par M. Raoulx, Président de la Chambre de commerce, le coton *Sea island* provenant de sa propriété d'Alimaono a été coté à Manchester *11 pence et demi* à *1 shilling* la livre.

D'après les indications suivantes du même négociant, ce prix

assurait au producteur une somme de 0 fr. 4287 par kilo de coton en graines *sait*, à 125 p. 0/0 de change, *19 sous chiliens* 1/3.

Suit le détail :

100 kilog. de coton en graines donnent environ 27 kilog. de coton égrené, à 11 pence la livre, ou 2 fr. 475.....	66 <sup>f</sup> 825
Egrenage de 27 kilog. à 0 fr. 25.....	6 <sup>f</sup> 75
Fret de Tahiti en Europe à L. 4.10 les 1,000 kilog. ....	3 03
Commission de vente, 3 0/0 sur 66 fr. 825..	2 »
Assurance, 2 0/0 sur 73 fr. 50.....	1 47
Droits de dock, de wharff, de port, déchet, etc., à 15 p. 0/0. ....	10 70
	23 95

Net produit de 27 kilog. égrenés. .... 42<sup>f</sup> 875  
ou de 1 kilog. en graines, 0 fr. 4287.

En chilien, à 125 0/0 de change, 19 1/3 sous.

V.-L. RAOULX.

## ADMINISTRATION MUNICIPALE

## EMPRUNT

Troisième tirage. — 15 décembre 1904.

### LISTE

des numéros des obligations sorties :

N<sup>os</sup> 25, 47, 79, 94, 97, 103, 107, 128, 140, 143, 179, 189, 195, 218, 226, 232, 250, 270, 286, 288, 295, 299, 310, 326, 334, 337, 340, 341, 355, 356, 361, 363, 370, 394, 399, 402, 403, 408, 421, 453, 457, 465, 466, 473, 481, 483, 484, 489, 492, 503, 510, 515, 516, 520, 528, 529, 535, 549, 585, 590, 598, 603, 607, 610, 613, 620, 651, 662, 665, 691, 709, 720, 722, 725, 739, 746, 750, 764, 778, 782, 786, 789, 814, 819, 827, 841, 847, 871, 873, 879, 894, 909, 919, 920, 926, 954, 986, 998, 1006, 1017, 1024, 1026, 1035, 1056, 1067, 1101, 1106, 1107, 1110, 1114, 1128, 1129, 1130, 1138, 1154, 1202, 1218, 1243, 1245, 1297, 1302, 1320, 1328, 1329, 1339, 1342, 1373, 1429, 1459, 1473, 1484, 1501, 1556, 1564, 1588, 1597, 1600, 1625, 1636, 1648, 1650, 1678, 1700, 1711, 1716, 1732.

Ces obligations sont remboursables un mois après la sortie des numéros; à compter de ce jour, les intérêts attachés aux dites obligations cessent de plein droit.

Le Maire,

F. CARDELLA.

## INSCRIPTION MARITIME

## AVIS

L'examen pour l'obtention du brevet de maître au cabotage, qui devait avoir lieu le 20 décembre 1904, est remis à une date ultérieure qui dépendra du retour de la *Zélée*.

## ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

## AVIS

## Location aux enchères de terrains domaniaux.

Il sera procédé le mercredi 4 janvier 1905, à 3 heures de l'après-midi, dans les bureaux du Secrétariat Général, par devant M. le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie, assisté de M. le Receveur des Domaines, à la location aux enchères publiques des immeubles ci-après appartenant au Service Local :

1° Une parcelle de terrain située Quai du Commerce, entre la mer et l'emplacement actuel du Cercle Bougainville, mesurant 538 mètres carrés 75 décimètres carrés, pour une durée de 9 années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1905.

Mise à prix pour le loyer annuel.... 750 fr.

2° Un terrain sis à Fautaua, district de Pare, connu sous le nom de **Champ de courses** d'une superficie de 3 hectares environ pour une période de 3, 6 ou 9 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1905.

Mise à prix pour le fermage annuel... 300 fr.

On peut prendre connaissance des autres conditions des baux au Bureau des Domaines de Papeete où se trouvent déposés les Cahiers des Charges, ainsi que les plans des terrains à louer.

Le Receveur des Domaines,  
E. VERMEERSCH.

## Service de l'Enregistrement et des Domaines.

L'Administration rappelle aux indigènes des Etablissements français de l'Océanie qu'en vue des droits de mutation par décès qui doivent leur être réclamés à l'avenir, l'arrêté du 22 décembre 1898 les oblige à déclarer au bureau de l'Enregistrement, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1899, toutes les successions qui pourraient leur échoir à la suite du décès de l'un des membres de leur famille.

Cette déclaration sera faite dans un délai de six mois pour Tahiti et Moorea, et dans le délai d'un an pour les autres archipels. Elle devra être accompagnée de tous les renseignements nécessaires propres à éclairer le Service de l'Enregistrement sur l'importance de la succession et sur le degré de parenté des héritiers avec le décédé.

Ceux qui n'auront point fait cette déclaration dans les délais ci-dessus prescrits, seront contraints au paiement du demi-droit en sus.

## CAISSE AGRICOLE

## AVIS

La Caisse agricole achète des colons agriculteurs les produits suivants :

Coprah, bien séché au soleil: Paha tauai maitai hia i te mahana :

0 fr. 48 le kilog.

## FAAITE RAA

E hoo mai te afata faaapu teie mau faufaa i muri nei, te afai hia 'tu e te feia faaapu :

0 f. 48 i te tirotarama hoe

## AVIS

## FAAITE RAA

La Caisse agricole sert d'intermédiaire aux colons agriculteurs pour l'envoi de leurs vanilles sur les marchés de France ou d'Amérique.

Elle leur fait une avance de 3 francs 50 par kilog. de vanille consignée.

Dès la réception du compte de vente, le produit net est mis à leur disposition, déduction faite de tous les frais d'expédition, de vente, assurance, etc., ainsi que d'une commission de 5 p. 0/0 au profit de la Caisse agricole sur le montant net de la vente.

E rave te afata faaapu i to vanira a te mau taata faaapu e na'na e haponoatu i te mau vac-haa hoo raa i Farani e aore ra ia Marite, hoo atu ai e na te feia faaapu iho te moni te noaa mai i tereira.

E aufau hia'tu na mua i na farane e 3,50 i nia i te tirotarama hoe i afai hia'tu i te afata faaapu, e i reira ra aufau atu ai.

Ia tac mai te moni no te mau fenua, i reira te hoo raa hia taua vanira ra, e tuu hia mai ai i roto i te rima o te mau fatu vanira mai te tapea hia ra hoi te mau taime i mau'a no te hapono raa, e e tapea 'toa hoi te afata faaapu ei taime na'na, i na farane te 5, roto i te hanere raa farane hoe.

## ANNONCES

Nous achetons les timbres-poste de Tahiti (en cours ayant déjà servi) aux conditions suivantes :

## TAHITI (ÉTABLISSEMENTS Océaniques)

Timbres de 1, 2, 4, 5 centimes à raison de		1 fr. le cent.
—	0,10	2
—	0,15	2
—	0,20	6
—	0,25	5
—	0,30 et 0,40	10
—	0,50	15
—	0,75	40
—	1,00	40

Paiement par retour du courrier.

Nous n'acceptons que les timbres propres et en bon état.

Nous achetons aussi les timbres-poste de tous les pays ayant servi à l'affranchissement des correspondances.

Adresser envois, offres et communications à

Messieurs **Théodore CHAMPION & Cie,**

13, rue Drouot, 13.

PARIS.

47

## "Union Steam Ship Company"

expédiera—

LE VAPEUR "TAVIUNI"

Pour Raiatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande —

Vendredi, 9 décembre 1904.

MAXWELL CIE.

Gérant,

Quai du Commerce

# TRANSPORT DES COLIS-POSTAUX, VIA MARSEILLE.

Deux départs tous les mois.

PAQUEBOTS DES MESSAGERIES MARITIMES				PAQUEBOTS DE L'UNION STEAM SHIP COMPANY							PAQUEBOTS DES MESSAGERIES MARITIMES			
MARSEILLE	BOMBAY	COLOMBO	SYDNEY	AUCKLAND	PAPEETE		AUCKLAND	SYDNEY	COLOMBO	BOMBAY	MARSEILLE			
DÉPART	ARRIVÉE	ARRIVÉE	ARRIVÉE	DÉPART (1)	ARRIVÉE	DÉPART	ARRIVÉE	DÉPART	ARRIVÉE	ARRIVÉE	ARRIVÉE			
Mercredi Dimanche	Jeu	Mardi Mercredi	Lundi	Mardi	Jeu	Vendredi	Jeu	Lundi	Samedi	Mercredi	Mardi Vendredi			
20 janv. 1904	4 fév. 1904	9 fév. 1904	29 fév. 1904	22 mars 1904	31 mars 1904	1 <sup>er</sup> avril 1904	14 avril 1904	28 mars 1904	16 avril 1904	.....	3 mai 1904			
24 —	.....	10 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 —	20 avril 1904	6 —			
17 février	3 mars	8 mars	28 mars	19 avril	28 avril	29 —	12 mai	25 avril	14 mai	.....	31 —			
21 —	.....	9 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	14 —	18 mai	3 juin			
16 mars	31 mars	5 avril	25 avril	17 mai	26 mai	27 mai	9 juin	23 mai	11 juin	.....	28 —			
20 —	.....	6 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	11 —	15 juin	1 <sup>er</sup> juillet			
13 avril	28 avril	3 mai	23 mai	14 juin	23 juin	24 juin	7 juillet	20 juin	9 juillet	.....	26 —			
17 —	.....	4 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 —	13 juillet	29 —			
11 mai	26 mai	31 —	20 juin	12 juillet	21 juillet	22 juillet	4 août	18 juillet	6 août	.....	23 août			
15 —	.....	1 <sup>er</sup> juin	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6 —	10 août	26 —			
8 juin	23 juin	28 —	18 juillet	9 août	18 août	19 août	1 <sup>er</sup> septembre	15 août	3 septembre	.....	20 septembre			
12 —	.....	29 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 —	7 septembre	23 —			
6 juillet	21 juillet	26 juillet	15 août	6 septembre	15 septembre	16 septembre	29 —	12 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	.....	18 octobre			
10 —	.....	27 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 <sup>er</sup> —	5 octobre	21 —			
3 août	18 août	23 août	12 septembre	4 octobre	13 octobre	14 octobre	27 octobre	10 octobre	29 —	.....	15 novembre			
7 —	.....	24 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	29 —	2 novembre	18 —			
31 —	15 septembre	20 septembre	10 octobre	1 <sup>er</sup> novembre	10 novembre	11 novembre	24 novembre	7 novembre	26 novembre	.....	13 décembre			
4 septembre	.....	21 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	26 —	30 novembre	16 —			
28 —	13 octobre	18 octobre	7 novembre	29 —	8 décembre	9 décembre	22 décembre	5 décembre	24 décembre	.....	10 janv. 1905			
2 octobre	.....	19 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	24 —	28 décembre	13 —			
26 —	10 novembre	15 novembre	5 décembre	27 décembre	5 janv. 1905	9 janv. 1905	19 janv. 1905	2 janv. 1905	21 janv. 1905	.....	7 février			
30 —	.....	16 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	21 —	25 janv. 1905	10 —			
23 novembre	8 décembre	13 décembre	2 janv. 1905	24 janv. 1905	2 février	3 février	16 février	30 —	18 février	.....	7 mars			
27 —	.....	14 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18 —	22 février	10 —			
21 décembre	5 janv. 1905	10 janv. 1905	30 —	21 février	2 mars	3 mars	16 mars	27 février	18 mars	.....	4 avril			
25 —	.....	11 —	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18 —	22 mars	7 —			

(1) Entre Sydney et Auckland les relations sont assurées par des paquebots de l'« Union Steam Ship Co » effectuant 1 voyage par semaine, arrivant à Auckland le dimanche et partant le lundi. Durée de la traversée : cinq jours environ.

Le paquebot qui part de Marseille le dimanche pour la Chine et le Japon rencontre à Colombo celui du mercredi précédent. Les passagers et les dépêches pour Sydney et Tahiti sont transbordés sur ce dernier qui, seul, se rend en Australie.